

ROYAUME DU MAROC



*MINISTERE DE L'INTERIEUR
WILAYA DE SOUSS MASSA
PRECPECTURE D'INEZGANE AIT MELLOUL
DISTRICT AIT MELLOUL
COMMUNE D'AIT MELLOUL
DIVISION TECHNIQUE
SERVICE TRAVAUX*

CONTRAT DES PRESTATIONS ARCHITECTURALES

Consultation architecturale N°:01/2017/CAR/CAM
du 18 JUILLET 2017 a 10H00 DIX HEURES

*ETUDE architecturale ET SUIVI DU PROJET:
de CONSTRUCTION D'UN BATIMENT ADMINISTRATIF
AU QUARTIER AL MASSIRA A LA COMMUNE D'AIT MELLOUL*

REGLEMENT DE CONSULTATION ARCHITECTURALE

Commune d'Ait Melloul

✉ AIT MELLOUL

☎ 05 28 24 19 58 📠 05 28 24 17 99

Email : c.u.aitmelloul@gmail.com

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION ARCHITECTURALE :

Le présent règlement de la consultation architecturale ayant pour objet: **Etude architecturale et Suivi du Projet de Construction d'un bâtiment administratif au quartier al massira à la commune D'ait Melloul préfecture inzegane ai melloul (en lot unique)**.

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 98 du décret n° 2-12-349 du 20 Mars 2013 relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n°2-12-349 précité. Toutes dispositions contraires au décret n° 2-12-349 précité sont nulles et non avenues. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 98 et des autres articles du décret n°2-12-349 précité.

ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage du contrat qui sera passé suite à la présente consultation architecturale est : **la Commune d'Ait Melloul**

ARTICLE 3 : CONDITIONS REQUISES DES ARCHITECTES

Conformément aux dispositions de l'article 96 du décret n° 2-12-349 précité :

3-1)) Seuls peuvent participer et être attributaires des contrats de prestations architecturales, dans le cadre des procédures prévues à cet effet par décret précités , les architectes:

Seules peuvent participer à la consultation architecturale et être attributaires des contrats de prestations architecturales les architectes qui :

- Autorisés à exercer la profession d'architecte à titre indépendant et inscrits au tableau de l'ordre national des architectes ;
- Sont en situation fiscale régulière.
- sont affiliées à la CNSS et souscrivant de manière régulière leurs déclarations de salaires auprès de cet organisme

3-2)) Ne sont pas admises à participer aux consultations architecturales les architectes qui sont :

- en liquidations judiciaires ;
- en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.
- Frappés par une sanction de retrait de l'autorisation ou de suspension d'exercice de la profession d'architecte.
- exclus temporairement ou définitive prononcées dans les conditions fixées par l'art. 159 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013.

Outre les cas susvisés :

- les personnes visées à l'article 65 de la loi organique n° 113-14 relatifs aux communes promulguée par le dahir n°1-15-85 en date du 20 ramadan 1436 (07 juillet 2015) pour les marchés des communes ;
- les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de Passation de marchés.

ARTICLE 4: LISTE DES PIÈCES JUSTIFIANT LES CAPACITÉS ET LES QUALITÉS DES ARCHITECTES ET PIÈCES COMPLÉMENTAIRES

Conformément aux dispositions de l'article 97 du décret 2-12-349 précité, les pièces à fournir par les concurrents sont :

4-1)) UN DOSSIER ADMINISTRATIF COMPRENANT :

- a) La déclaration sur l'honneur en un exemplaire unique timbrée, cachetée et signée par le concurrent ou par la personne habilitée à cet effet, comportant les mentions prévues par l'article 97 du décret n° 2-12-349 précité, **(conformément aux modèles figurant au dossier de la consultation architecturale)** ; (*)
- b) Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent donnant pouvoir à l'architecte d'engager ladite société, lorsqu'il s'agit d'une société d'architectes, instituée conformément aux dispositions de l'article 21 de la loi 16.89 précitée; (*)
- c) Une attestation ou sa copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que l'architecte est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 96 ci-dessus. (*)
- d) Une attestation ou sa copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que l'architecte est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 96 ci-dessus (*)
- e) Copie certifiée conforme à l'originale de l'autorisation d'exercice de la profession d'architecte délivrée par l'administration. (*)
- f) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original, d'inscription au tableau de l'Ordre national des architectes délivrée depuis moins d'un an. (*)
- g) Les pièces justificatives de la nationalité de l'architecte et des dirigeants de la société d'architectes pour les contrats passés pour les besoins de la défense nationale ou de la sécurité publique, lorsque le maître d'ouvrage les exige; (*)

En cas de groupement, Pour les groupements, Une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévu par l'article 157 du décret n° 2-12-349 précité.

En cas de groupement

Les pièces comportant (*) doivent être fournies en cas de groupement d'architectes par chacun des membres du groupement.

En cas de groupement

Au présent article 4 , Les concurrents doivent se conformer strictement aux dispositions de l'article 157 du décret 2-12-349 précités.

4-2))La proposition technique qui doit contenir :

1 -Une note de présentation comportant :

- Le parti architectural du projet par rapport aux critères fixés par le règlement de consultation ;
- Les consistances du projet par rapport aux programmes du maître d'ouvrage ;
- Une note descriptive des matériaux utilisés.

2 - Une esquisse sommaire du projet.

3 -Le calendrier d'établissement des études

4 -Une estimation sommaire, hors taxes du coût global des travaux basée sur les ratios de surface du projet.

C -La proposition financière : comprenant l'acte d'engagement précisant la proposition d'honoraires

ARTICLE 5 : GROUPEMENT DES ARCHITECTES

- a- Les architectes peuvent constituer des groupements pour présenter une offre unique conformément à l'article 21 de la loi 016-89.
- b- Les architectes peuvent constituer des groupements pour présenter une offre unique selon les prescriptions de l'article 157 du décret 2-12-349 du 20/03/2013.

ARTICLE 6 : DOSSIER DE LA CONSULTATION ARCHITECTURALE

La consultation architecturale fait l'objet d'un dossier établi par conformément à l'article 99 du décret N° 2-12-349 précité qui comprend :

- copie de l'avis de La consultation architecturale ;
- le programme de La consultation architecturale ;
- un exemplaire du projet du contrat d'architecte ;
- les plans et les documents techniques, le cas échéant ;
- le modèle de l'acte d'engagement ;
- le modèle de déclaration sur l'honneur ;
- le présent règlement de la consultation ;

ARTICLE 7 : DEPOT ET RETRAIT DES DOSSIERS DE LA CONSULTATION ARCHITECTURALE

Conformément aux dispositions de l'article 102 du décret n°2-12-349 précité, les plis sont, au choix des concurrents :

- Soit les déposés sur support papier, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans l'avis de consultation architecturale;
- Soit les envoyer par voie électronique conformément à l'article 6 de l'arrêté du Ministre de l'économie et des finances n°20-14 du 04 Septembre 2014 relatif à la dématérialisation des procédures des marchés public
- Soit envoyés sur support papier par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- Soit remis sur support papier, séance tenante, au président de jury au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis de consultation architecturale pour la séance d'ouverture des plis

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée, sur un registre spécial. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portées sur le pli remis.

Les plis resteront cachetés et seront tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 104 du décret n°2-12-349 précité.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée sur le registre spécial prévu à l'article 19 de décret précité. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portées sur le pli remis

Le pli contenant les pièces produites par l'architecte auquel est envisagé d'attribuer le marché est déposé dans les conditions prévues au présent article.

ARTICLE 8 : INFORMATION DES ARCHITECTES

Conformément aux dispositions de l'article 94 du décret n°2-12-349 précité Tout architecte peut demander au maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par faxe confirmé ou par voie électronique, de lui fournir des éclaircissements ou renseignement concernant La consultation architecturale ou les documents y afférents, cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement fournis par le maître d'ouvrage à un architecte à la demande de ce dernier doit être communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autre architectes, ayant téléchargé le dossier de la consultation architecturale et ce par lettre

recommandée avec accusé de réception ou par faxe confirmé ou par voie électronique. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent et communiqué aux membres de jury de la consultation architecturale.

ARTICLE 9 : CONTENU DES DOSSIERS DES ARCHITECTES

9-1)) Contenu des dossiers des architectes

Conformément aux dispositions de l'article 100 du décret n°2-12-349 précité, les dossiers présentés par les architectes comprennent :

- 1- Le dossier administratif (figurant à l'article 4 ci-dessus) ;
- 2- La proposition technique (figurant à l'article 4 ci-dessus) qui doit contenir
 - a) Une note de présentation comportant :
 - le parti architectural du projet par rapport aux critères fixés par le règlement de consultation;
 - les consistances du projet par rapport au programme du maître d'ouvrage ;
 - une note descriptive des matériaux utilisés ;
 - b- Une esquisse sommaire du projet;
 - c- Le calendrier d'établissement des études;
- 3- Une estimation sommaire, hors taxes, du coût global des travaux basée sur les ratios de surfaces du projet.
- 4- La proposition financière comprenant l'acte d'engagement précisant la proposition d'honoraires, (conformément aux modèles figurant au dossier de la consultation architecturale)

9-2)) Présentation des dossiers des concurrents.

Conformément aux dispositions de l'article 101 du décret n°2-12-349 précité, le dossier présenté par chaque architecte est mis dans un pli fermé portant les mentions suivantes :

- Le nom et l'adresse de l'architecte ;
- L'objet du contrat.
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que « le pli ne doit être ouvert que par le président de jury de la consultation architecturale lors de la séance publique d'ouverture des plis ».

Ce pli contient trois enveloppes distinctes comprenant :

Ce pli contient trois enveloppes distinctes:

a) la première enveloppe contient les pièces du dossier administratif prévues à l'article 97 du décret n°2-12-349 précité, le contrat d'architectes paraphé, signé et cacheté sur toutes les pages par l'architecte. Le contrat d'architecte présenté par un groupement d'architectes doit être signé soit par l'ensemble des membres du groupement, soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations Légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention "dossier administratif";

b) la deuxième enveloppe

contient les pièces de la proposition technique visées à l'article 100 du décret précité. Cette enveloppe doit être fermée et portant de façon apparente la mention "proposition technique".

c) la troisième enveloppe contient la proposition financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "proposition financière".

3- Les enveloppes visées ci-dessus indiquent de manière apparente :

- le nom et l'adresse de l'architecte;
- l'objet du contrat;
- la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis

En cas de groupement

Au présent article, Les concurrents doivent se conformer strictement aux dispositions de l'article 157 du décret 2-12-349 précités

Pour l'architecte auquel il est envisagé d'attribuer le contrat

Les éléments de réponse de l'architecte auquel il est envisagé d'attribuer le contrat doivent être produits dans un pli fermé. Ce pli doit comporter de façon apparente les mentions suivantes :

- le nom et l'adresse du concurrent ;
- l'objet du contrat;
- l'avertissement que "le pli ne doit être ouvert que par le président de jury " et porter la mention apparente **«éléments de réponses»**.

Le pli contenant les pièces produites par le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché est déposé dans les conditions prévues à l'article 102 du décret n°2-12-349.

Ce pli doit être soit déposé, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans la lettre d'invitation, soit envoyé, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité;

les éléments de réponses concernent dans les cas prévues par le **paragraphe 6 de l'article 107 du décret 02-12-349**

ARTICLE 10 : MODIFICATION AUX DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRES

Exceptionnellement le maître d'ouvrage peut introduire des modifications dans le dossier de la consultation architecturale sans changer l'objet du marché et ce conformément à l'art 99 § 7 du décret 2-12-349 du 20-03-2013

ARTICLE 11 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante quinze (75) jours, à compter de la date d'ouverture des plis.

Si dans ce délai, le choix de l'attributaire ne peut être arrêté, le maître d'ouvrage pourra demander aux concurrents, par lettre recommandée avec accusée de réception avant l'expiration de ce délai, de prolonger la validité de leurs offres. Seuls les soumissionnaires qui auront donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage resteront engagés pendant le nouveau délai

ARTICLE 12 : CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES

Conformément à l'article 105 du décret n°2-12-349 précité, le jury **examine les propositions techniques des seuls architectes admis ou admis sous réserve à l'issue de l'examen des pièces du dossier administratif.**

Il procède à la vérification des calculs de l'estimation sommaire du coût global des travaux et rectifie les erreurs arithmétiques éventuelles.

Il élimine les propositions des architectes non conformes aux spécifications exigées par le présent règlement de consultation ou qui ne satisfont pas aux critères qui y sont prévus ou qui ont présenté une estimation du coût global des travaux du projet supérieure au budget prévu par le maître d'ouvrage et arrête la liste des architectes retenus.

Une note sur cent (100) points est attribuée à l'ensemble de ces éléments sur la base des critères fixés au présent règlement de consultation.

Il sera procédé également à la notation des estimations sommaires, hors taxes, du coût global des travaux de construction en attribuant une note de cent (100) points à celle la plus avantageuse et des notes inversement proportionnelles à leur montant aux autres estimations sommaires.

12-1))- Evaluation de la Proposition Technique des architectes :

definition

La note de la proposition technique (NPT)

la note de Note de présentation : Nnp

la note de Esquisse sommaire du projet : Nesq

la note Calendrier d'établissement des études : Ncee

La proposition technique de chaque concurrent sera notée sur cent (100) points sur la base des éléments suivants :

N	Critères	Note maximale
proposition technique (NPT)		
Nnp	Note de présentation /20 points Nnp	
	Déclinaison et description du parti architectural du projet par rapport aux critères fixés par le présent règlement	08
	Détail des consistances du projet par rapport aux programmes du maitre d'ouvrage	07
	Fiche descriptive des techniques, des moyens et des matériaux utilisés	05
	Note Maximale : Nnp	20
Nesq	Esquisse sommaire du projet /70 points : Nes	
	Créativité et pertinence de parti architectural	25
	Insertion, cohérence et intégration du projet avec le cadre bâti existant	15
	La qualité des espaces créent, du traitement paysager, de l'esthétique du projet	20
	La démarche et la méthodologie en termes d'approches environnementales, architecturale et d'exploitations	10
	Note Maximale (Nesq)	70
Ncee	Calendrier d'établissement des études /10 points (Ncee)	
	≤ inférieur ou égale à 15 quinze jours	10
	- (moins) 0,5 (demi points) par jour de retard par rapport à 15 jours	
	Note Maximale (Ncee)	10
NPT	Total NPT= Nnp +Nesq +Ncee	100

la note de la proposition technique sera obtenue par l'addition des notes de

la Note de présentation ,de l'Esquisse sommaire du projet et du Calendrier d'établissement des études

12-2-Evaluation des Estimations Sommaires des Architectes.

une note de 100 cent point sera attribué à l'architecte qui propose une estimation sommaire avantageuse les autres seront évaluées selon la formule suivante

	Critères	Note
NES	Evaluation des estimations sommaires /Note Maximale100.	
	NES = Eav x(100 /Ex)	
	Eav : Estimation la plus avantageuse ;	
	Ex : Estimation de l' architecte.	
	Total NES	100

12-3-Evaluation des Propositions Financières des Architectes

Le jury procède à la notation financière des propositions d'honoraires des seuls architectes admissibles lors de l'examen de la proposition technique et dont leur proposition financières respectent conditions prévus paragraphe 2 de l'article 107 du décret précité, en attribuant une note de 100 à la proposition d'honoraires la plus avantageuse et des notes inversement proportionnelles aux autres propositions d'honoraires.

N	Critères	Note
	Propositions financière	
NPF	$NPF = T_{av} \cdot (100 / T_x)$ <p>T_{av} : Taux des honoraires le plus avantageux T_x : Taux des honoraires de l'architecte. NPF : note de financière de la proposition des taux d'honoraires</p>	
	Note Maximale	100

Le jury procède à l'évaluation des offres, en vue de choisir l'offre la plus avantageuse. A cet effet, il procède à la pondération des notes obtenues par chaque architecte en fonction de la proposition technique, de l'estimation sommaire, hors taxes, du coût global des travaux basé sur les ratios de surfaces du projet et de la proposition d'honoraires.

La note globale sera obtenue par l'addition de la note technique, de la note d'estimation sommaire et de la note financière suivant la pondération suivante :

- 70% pour la proposition technique : NPT ;
- 20% pour l'estimation sommaire du coût global des travaux, du calendrier d'établissement des études : Nes ;
- 10% pour la proposition d'honoraires : NPF

La note globale :

$$NG = 0,70 \times NPT + 0,20 \times NES + 0,10 \times NPF$$

L'architecte ayant obtenu la note globale la plus élevée est désigné attributaire du contrat.

Dans le cas où plusieurs offres jugées les plus avantageuses ayant obtenu des notes globales équivalentes, le jury retient l'architecte ayant obtenu la meilleure **note de la proposition technique**. Si les notes des propositions techniques sont également équivalentes, le jury procède **au tirage au sort pour designer l'architecte retenir**.

l'architecte auquel il est envisagé d'attribuer le contrat doit répondre et ce **conformément aux conditions prévues par les paragraphe 6 et 7 l'article 107 du décret 02-12-349**

*Fait à Ait M ELLOUL, le:
SIGNE PAR : le maitre d'ouvrage*

12-3-Evaluation des Propositions Financières des Architectes

Le jury procède à la notation financière des propositions d'honoraires des seuls architectes admissibles lors de l'examen de la proposition technique et dont leur proposition financières respectent conditions prévus paragraphe 2 de l'article 107 du décret précité, en attribuant une note de 100 à la proposition d'honoraires la plus avantageuse et des notes inversement proportionnelles aux autres propositions d'honoraires.

N	Critères	Note
	Propositions financière	
NPF	$NPF = Tav \cdot (100/Tx)$ <p>Tav : Taux des honoraires le plus avantageux Tx : Taux des honoraires de l'architecte. NPF : note de financière de la proposition des taux d'honoraires</p>	
	Note Maximale	100

Le jury procède à l'évaluation des offres, en vue de choisir l'offre la plus avantageuse. A cet effet, il procède à la pondération des notes obtenues par chaque architecte en fonction de la proposition technique, de l'estimation sommaire, hors taxes, du coût global des travaux basé sur les ratios de surfaces du projet et de la proposition d'honoraires.

La note globale sera obtenue par l'addition de la note technique, de la note d'estimation sommaire et de la note financière suivant la pondération suivante :

- 70% pour la proposition technique : NPT ;
- 20% pour l'estimation sommaire du coût global des travaux, du calendrier d'établissement des études : Nes ;
- 10% pour la proposition d'honoraires : NPF

La note globale :

$$NG = 0,70 \times NPT + 0,20 \times NES + 0,10 \times NPF$$

L'architecte ayant obtenu la note globale la plus élevée est désigné attributaire du contrat. Dans le cas où plusieurs offres jugées les plus avantageuses ayant obtenu des notes globales équivalentes, le jury retient l'architecte ayant obtenu la meilleure note de la proposition technique. Si les notes des propositions techniques sont également équivalentes, le jury procède au tirage au sort pour désigner l'architecte retenir.

L'architecte auquel il est envisagé d'attribuer le contrat doit répondre et ce conformément aux conditions prévues par les paragraphes 6 et 7 l'article 107 du décret 02-12-349

Fait à Ait MELLOUL, le:

SIGNE PAR : le maitre d'ouvrage

